

# **CONFERENCE DE PRESSE DE** **L'APDH**

Thème :

**« Crise entre la FESCI et  
l'AGEECI. »**

Date : lundi 25 juillet 2005, à 10 H.

Lieu : Hôtel du District d'Abidjan (salle Délafosse).



## **BREVE INTRODUCTION**

Après sa conférence de presse qui s'est tenue le 24 juin 2005, à l'Hôtel NOVOTEL, l'Organisation Non Gouvernementale dénommée Actions pour la Protection des Droits de l'Homme (APDH), a décidé, compte tenu des nouvelles données de l'actualité, de rencontrer à nouveau ses partenaires inconditionnels, c'est à dire les Journalistes, pour faire le point du sujet toujours à l'ordre du jour :

### **I – Crise entre la FESCI et l'AGEECI.**

Après une enquête menée avec sérieux, l'APDH livre ses conclusions.

### **II – Divers.**

Dans les divers, deux sujets nous préoccuperons :

- Les révélations du Capitaine Philippe MOREUX sur l'attaque du camp français de Bouaké, début novembre 2005.
- La hausse brutale du prix du carburant.
- Attaque d'assailants à Anyama et à Agboville dans la nuit du samedi 23 juillet 2005.



---

## **DECLARATION RELATIVE A LA CRISE ENTRE LA FESCI ET L'AGEECI.**

### **1 – Les faits :**

Depuis quelques mois, le milieu scolaire et universitaire connaît une crise sérieuse, dont l'ampleur, pourtant très grave, semble n'émouvoir personne. Cette crise oppose principalement, et ce depuis plus d'un an, la **Fédération Etudiante et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI)** et l'**Association Générale des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (AGEECI)**.

En effet, il y a environ un an et quelques trois semaines d'aujourd'hui, la presse nationale et internationale a fait un large écho de la mort, dans des conditions scabreuses et non encore élucidées, de l'**étudiant Habib DODO**, un ancien leader de la FESCI à l'Université de Bouaké, reconverti en militant du Parti Communiste de Côte d'Ivoire et membre fondateur de l'AGEECI. Il aurait été retrouvé mort, le 23 juin 2004, dans un sac, non loin de la piscine du campus de Cocody, après avoir été pendu. Ce meurtre a été attribué à la FESCI par l'AGEECI.

Plus récemment encore, la presse ne manque pas de rapporter continuellement des enlèvements, suivis de séquestrations, de tortures ou de viol d'étudiants membres de l'AGEECI, sur le campus de Cocody ; des faits qui sont toujours attribués à la FESCI, par l'AGEECI.

Enfin, cette crise a enregistré l'assassinat de l'**étudiant KOUAKOU Kouassi Armand**, responsable FESCI du Campus I de Bouaké, cheville ouvrière de la campagne électorale de M. KOFFI Serge, retrouvé criblé de balles avec le chauffeur du taxi qu'il avait emprunté à Yopougon, le 24 juin 2005.

Devant la gravité des allégations ci-dessus évoquées et l'ampleur de la crise dans la société, l'ONG : Actions pour la Protection des Droits de l'Homme (APDH) a décidé d'agir. Ainsi, plutôt que de se contenter de simples déclarations, elle a pris l'option de s'impliquer davantage dans ce conflit étudiant, en menant une enquête très sérieuse, afin d'aboutir, nous l'espérons, à une résolution définitive de cette crise. L'APDH a donc entrepris des séries de rencontres avec chacune des deux structures, l'AGEECI et la FESCI, dont elle livre les résultats ci-après.



## 1-1 / De la rencontre avec l'AGEECI :

La rencontre avec l'AGEECI a eu lieu le vendredi 9 juillet 2005, à Yopougon-Niangon ; avec messieurs **GNELBIN Innocent, le Secrétaire Général**, et **SEKA Jules, Secrétaire aux Affaires Pédagogiques**.

Pour l'essentiel, on retiendra des dires de M. GNELBIN que dès après sa création, qui a eu lieu le 20 juin 2004, l'AGEECI a enregistré l'assassinat sur le campus de Cocody d'un de ses membres fondateurs, **l'étudiant DODO Habib**, le 23 juin 2004, dans les conditions rapportées par la presse (ci-avant). L'AGEECI attribut formellement cet assassinat à la FESCI.

Ce même jour, poursuit-il, un autre membre de la structure, **l'étudiant KOUAME Kouakou Richard** aurait été également enlevé, mais il a eu plus de chance en échappant à la mort : pris au grand carrefour de Koumassi, il aurait été trimballé sur la cité de Port-Bouët, copieusement battu et jeté pour mort après avoir perdu connaissance, devant le 43<sup>ème</sup> BIMA.

Plus récemment, cette association dit être victime d'enlèvements, suivis de séquestrations, de tortures et de viol de certains de ses militants, qu'elle attribue toujours à la FESCI. Ainsi, affirme M. GNELBIN Innocent :

- Les 23 août 2004 et 24 décembre 2004, le Secrétaire Général de l'AGEECI et le Secrétaire aux Affaires Pédagogiques de la structure, rencontrés par l'APDH disent avoir eux-mêmes échappé à une tentative d'enlèvement de la part d'éléments de la FESCI ; pour le premier, ce fut à la gare d'Adjamé, pour le second, à Yopougon.

- Le 15 juin 2005, l'étudiant TIMITE Mohamed Almamy Koudousse, en 1<sup>ère</sup> Année de Droit à l'Université de Cocody, aurait été pris sur le campus alors qu'il distribuait des tracts pour l'AGEECI dont il est membre, encore par des Féscistes, dit-il, pour être séquestré et torturé au cours d'un interrogatoire. Le gérant du magasin où les tracts ont été photocopiés, le nommé OUATTARA Hiéla, ainsi que son cousin et employé, SORO Adama, interpellés également auraient subi le même sort. Tous les trois ont été embarqués par des éléments du District de police de Cocody, pour se retrouver ensuite au Commissariat de Police du 18<sup>ème</sup> Arrondissement de Cocody où ils passeront la nuit, avant d'être libérés le lendemain. Un mémoire détaillé de cet épisode a été déposé à l'APDH.



- Le jeudi 23 juin 2005, ce fut le tour de Mlle SORO Nathalie, en Licence de Lettres Modernes à l'Université de Cocody et responsable de l'AGEECI section FLASH, de connaître un sort similaire, mais avec pour particularité d'avoir subi, selon elle, un viol en réunion de la part de ses ravisseurs, identifiés par elle comme des éléments de la FESCI.

Aussi, trois questions essentielles posées par l'APDH ont-elles trouvé des réponses au cours des échanges :

- 1- l'AGEECI est-elle soutenue par un parti politique ou par la rébellion ?
- 2- cette structure est-elle effectivement implantée dans la zone sous contrôle de la rébellion ?
- 3- que sait l'AGEECI de la mort de **l'étudiant KOUAKOU Kouassi Armand de la FESCI**, tué le 24 juin 2005, soit un an et un jour exactement après la mort de DODO Habib ?

Monsieur GNELBIN Innocent a soutenu que son association n'a aucun problème avec quelque parti politique que ce soit, pourvu que celui-ci se penche sur les préoccupations des élèves et des étudiants ; sa structure n'hésiterait pas d'ailleurs à soutenir ce parti.

Pour ce qui est de leur implantation dans le centre et dans le nord du pays, il a soutenu que sa structure est fortement basée dans cette zone, même si à Bouaké particulièrement, les rapports avec les responsables de la rébellion restent tendus, et que cela lui aurait même valu d'y faire la prison pendant quelques jours.

S'agissant de la mort de KOUAKOU Armand, dit Armando, il a dit que ce dernier serait même un des leurs, et que l'AGEECI a fait une déclaration pour condamner sa disparition.

A la fin de l'entretien, qui a duré de 10 heures à 12 heures 15 minutes, une copie de ladite déclaration et un mémorandum de l'AGEECI a été remis à l'APDH.

- Entre temps, un dernier cas s'est produit le vendredi 15 juillet 2005, où deux militants de l'AGEECI, les nommés DRISSA Chérif et KONAN Huberson, ont été défigurés à la gare nord de la SOTRA où une bagarre a eu lieu, avant d'être enlevés, dit-on, pour la cité universitaire dite cité rouge. Tous les deux ont été présentés au journal télévisé de 20 H., sur la Première chaîne de la RTI.

S'étant rendus sur la cité rouge en question ce jour-là, après un appel de l'ONUIC, les membres de l'APDH, Dr BOGA S. Gervais et ALLOU Etienne, ont pu vérifier qu'il ne s'agissait pas en réalité d'un



enlèvement ; mais d'une intervention du Secrétaire Général de la FESCI qui avait souhaité voir, selon ses dires, tous les blessés, afin de faciliter leur accès aux soins médicaux.

Toutefois, l'APDH n'a pas manqué de déplorer cet autre événement devant les responsables de la FESCI rencontrés.

## 1-2 / De la rencontre avec la FESCI :

La rencontre avec la FESCI a connu plusieurs étapes ; la première a eu lieu le jeudi 14 juillet 2005, au siège de la structure. Deux autres ont ensuite été organisées par l'APDH, les vendredi 15 et samedi 16 juillet 2005, à l'ONUCI, avec le Chef de la Division des Droits de l'Homme, **M. Simon MUNZU**, entouré d'une dizaine de ses collaborateurs. Dans l'ensemble, on note ce qui suit.

Selon **Monsieur KOFFI Serge, son Secrétaire Général**, la FESCI ne se reconnaît guère dans tout ce qui lui est reproché. Et soutient plutôt être victime d'une campagne d'intoxication bien orchestrée par l'AGEECI. S'agissant de l'assassinat de DODO Habib, M. KOFFI Serge dit que son syndicat n'y est point impliqué ; quant au cas de Mlle SORO Nathalie, il estime que c'est une pure mise en scène. Bien au contraire, la FESCI accuse l'AGEECI de faits tout aussi graves, qui peuvent se résumer en trois points.

- D'abord, la FESCI s'insurge avec véhémence contre l'AGEECI, parce que cette dernière s'en prend chaque fois à ses responsables, en soutenant partout dans la presse qu'elle est venue pour « en découdre avec la FESCI ». Le Secrétaire Général de la FESCI considère la démarche des responsables de l'AGEECI, leurs anciens camarades dans le syndicat, défiante et belliqueuse, et il se dit prêt à relever le défi.
- Ensuite, la FESCI est très convaincue de ce que l'AGEECI est la branche estudiantine de la rébellion, soutenue par des mains obscures qui veulent se servir de l'Ecole en général et de l'Université en particulier pour déstabiliser l'Etat, tel que les rebelles le souhaitent. C'est pourquoi la FESCI dit supporter très mal qu'après être basée dans la zone sous contrôle de la rébellion, l'AGEECI veuille venir conquérir la zone gouvernementale ; alors que la FESCI ne peut se hasarder dans l'autre zone. D'ailleurs, la FESCI fait un



rapprochement avec l'introduction des machettes dans les campus en 2000, qu'elle attribue à SORO Guillaume et ses poulains, dont DOUMBIA Major, exactement à la même époque qui précède les élections ; sauf qu'aujourd'hui, fait remarquer KOFFI Serge, ce sont les armes à feu qu'ils tentent d'instaurer dans le milieu.

- Enfin, la FESCI évoque avec peine la disparition l'étudiant KOUAKOU Kouassi Armand, assassiné le 24 juin 2005. Même si M. KOFFI Serge dit ne pas vouloir influencer la procédure judiciaire qui est en cours, il reste persuadé que celui qui a été la cheville ouvrière de sa campagne électorale a été abattu par des éléments mandatés par l'AGEECI. Dès lors, la FESCI conclut que l'AGEECI lui a ouvertement déclaré la guerre.

Toutefois, devant ces griefs très sérieux, la FESCI dit se refuser de réagir par la violence. Elle aurait plutôt décidé d'aller détruire les arguments de ses détracteurs sur le terrain qu'ils affectionnent tant, c'est à dire, dans la presse. Tel est le sens de la réplique du samedi 16 juillet 2005, où le responsable de la FESCI qui aurait été battu en premier à la gare nord de la SOTRA par les éléments de l'AGEECI, a été présenté au cours du journal télévisé de 20H. sur la Première chaîne de la RTI.

Tous ces faits suscitent l'analyse suivante de la part de l'APDH.

## **2 – L'analyse des faits par l'APDH :**

L'ensemble de ces faits, dans la stricte limite de leur objectivité, sont pour la plupart avérés, s'agissant par exemple des cas de mort d'homme. Cependant, beaucoup d'autres restent encore à vérifier, tel que l'allégation du viol de Mlle SORO Nathalie que l'APDH n'est pas en mesure d'attester.

Cependant, après avoir rencontré certaines victimes ; après avoir constaté les blessures réelles des étudiants, tant de l'AGEECI que de la FESCI ; mais surtout, après s'être rendu compte de ce que les assassinats des étudiants DODO Habib et KOUAKOU Kouassi Armand sont liés à la crise qui oppose les deux structures, l'APDH :

- condamne avec fermeté toutes les violences infligées aux étudiants par d'autres étudiants. L'APDH s'incline donc



devant la mémoire de chacun des étudiants lâchement et inutilement tués par leurs pairs et témoigne tout son soutien à toutes les victimes réelles de cette crise.

- Ces faits indignes du milieu scolaire et universitaire sont constitutifs de violations très graves des Droits de l'Homme.
- L'APDH s'élève en tout premier lieu contre les atteintes à la vie humaine, reconnue comme le droit humain le plus sacré qui soit par la quasi totalité des Instruments internationaux, de même que par la Constitution ivoirienne du 1<sup>er</sup> août 2000.
- Ensuite, l'APDH dénonce les enlèvements, les séquestrations et les brimades exercés sur certains étudiants, qui sont soumis à des interrogatoires très musclés par d'autres étudiants.
- De même, l'APDH déplore les menaces proférés de part et d'autre et les défis qui se lancent quotidiennement par média interposés. Toutes ces pratiques ont pour conséquence l'instauration d'une psychose de terreur ou de mort qui plane journallement sur chaque membre de chacune des deux structures, surtout au niveau de leurs différents responsables.
- Enfin, l'APDH lance un appel solennel à la FESCI et à l'AGEECI, pour un apaisement et une retenue. Chacun devrait penser aux étudiants disparus et aux blessés. Dans cette optique, l'APDH a demandé à l'AGEECI de reporter le meeting qui était prévu pour se tenir le 26 juillet 2005 sur le campus, et à la FESCI de surseoir aux actions qui se prévoyaient comme répliques à cette manifestation.

Cette une situation très préoccupante appelle la proposition ci-après de la part de l'APDH.

### **3 – Proposition de l'APDH pour une sortie de crise :**

Dans sa volonté manifeste de rapprocher et de réconcilier véritablement les deux parties en conflit, en vue d'une Paix définitive et durable dans ce milieu, l'**APDH** propose une implication personnelle et engagée des Ministres de tutelle dans une médiation avec l'APDH. Ce sont les Ministres de l'Enseignement Supérieur, de l'Education



Nationale, de l'Enseignement Technique et dans une moindre mesure, ceux de la Sécurité Intérieure de la Réconciliation Nationale.

Ces personnalités devront s'engager dans une négociation avec ces jeunes, que l'APDH souhaite placer sous la présidence du Président du Conseil Economique et Social, afin de tuer les violences et protéger les Droits de l'Homme dans le milieu scolaire et universitaire. Le faisant, ces Ministres rendraient service à la Côte d'Ivoire, certes, mais ils ne feraient qu'assumer leurs responsabilités de membres du Gouvernement de Réconciliation Nationale.

L'APDH veut demeurer encore convaincue de l'attachement de chacune de ces Autorités à la Paix et aux Droits de l'Homme et espère vivement que l'appel de la jeunesse ivoirienne qui s'entre-déchirent sera entendu ; auquel cas elles devraient en assumer, chacune pour ce qui le concerne individuellement les conséquences, toutes les conséquences des possibles affrontements.

Enfin, l'APDH témoigne toute sa gratitude à la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), à tout son Bureau Exécutif National et particulièrement à son Secrétaire Général, Monsieur KOFFI Serge, ainsi qu'à l'Association Générale des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (AGEECI), à sa Direction nationale et en particulier, à Monsieur GNELBIN Innocent, son Secrétaire Général. L'APDH les salut pour le respect réciproque et pour la confiance inestimable qu'ils placent dans les responsables de cette structure.

Que chacun d'eux sache que leur combat restera toujours noble, tant qu'ils privilégieront les Droits de l'Homme.

Fait à Abidjan, le 25 juillet 2005  
**Pour l'APDH, le Secrétaire Général  
et Porte-Parole**

**Dr BOGA Sako Gervais**



## **II - DIVERS**

### **1 – LES REVELATIONS DU CAPITAINE PHILIPPE MOREUX SUR L'ATTAQUE DU CAMP FRANÇAIS DE BOUAKE, DEBUT NOVEMBRE 2005.**

La presse nationale a publié un extrait du rapport du Capitaine Philippe MOREUX, alors détaché auprès du service de la communication militaire de l'ONUCI, paru dans la revue de la gendarmerie française intitulée "GEND'Info", pour les mois de juin et juillet 2005. Dans ce texte, l'auteur laisse comprendre que ce sont les rebelles qui auraient attaqué la base française de l'Opération Licorne à Bouaké, pendant l'offensive des FDS baptisée "Opération Dignité" et lancée le 3 novembre 2004.

Alors que les Français tentent de rectifier ce que le Lt-col de CUSSAC, Porte-parole de la Licorne qualifie d'«une énorme coquille qui fait du mal», nous apprenons du Journaliste Pierre Ignace TRESSIA, au cours d'un entretien avec son invité du dimanche matin, à 7H.30, à la Radio nationale, que le Capitaine MOREUX persisterait dans ses révélations.

L'APDH considère que cette affaire doit être prise avec beaucoup de sérieux, car il s'agit d'un pan de la crise actuelle, qui a causé la mort de plusieurs dizaines de citoyens, français comme ivoiriens et a fait des centaines d'invalides et de mutilés à vie.

Toutefois, l'APDH invite la population à éviter les conclusions précipitée et à faire preuve de retenue et de patience.

L'APDH saisit cette opportunité pour interpeller le Commissaire du Gouvernement quant aux conclusions de ses enquêtes, qui l'avaient conduit sur les lieux à l'époque.

### **2 – LA HAUSSE BRUTALE DU PRIX DU CARBURANT.**

Le jeudi 21 juillet 2005, à la surprise générale, le prix du carburant a connu une hausse. Réunis précipitamment en assemblées générales le samedi 23 juillet, les syndicats des transporteurs ont, unanimement projeté d'observer "une ville morte" à Abidjan, dès le lundi 25 juillet 2005 matin. Fort heureusement, ce mot d'ordre a été levé le dimanche 24, à 13 heures.



La situation, si elle en restait là, serait insupportable pour les populations, qui ont déjà du mal à supporter les méfaits et les conséquences catastrophiques de la guerre sur leur quotidien.

L'APDH en appelle donc au Gouvernement de Réconciliation Nationale et au Président de la République, afin que les droits économiques et sociaux des populations soient préservés, en tenant surtout compte du contexte pénible qui prévaut dans le pays.

### **3 – ATTAQUE D'ASSAILLANTS A ANYAMA ET A AGBOVILLE.**

Le dimanche 24 juillet 2005, la population ivoirienne a encore appris, avec stupeur et grande frayeur, par le Porte-parole par intérim des FDS, que le Commissariat et la Gendarmerie de la commune d'Anyama ont été attaqués la nuit précédente, par un groupe d'assaillants non encore identifiés et puissamment armés, qui se sont repliés sur ville d'Agboville qu'ils ont assiégée.

**Le bilan présenté au cours de la mi-journée est lourd : 05 morts et 02 blessés dans les rangs des FDS et 04 morts chez les agresseurs.**

Devant cet autre acte d'agression criminelle, qui fait suite au cauchemar de Duékoué, l'APDH s'interroge et interroge : où allons-nous avec tout cela ? Que recherche-t-on finalement ? A quand la fin de tous ces massacres ; à quand la libération des populations prises en otage depuis septembre 2002 ?

L'APDH condamne avec la dernière énergie cette nième agression et apporte toute sa compassion à toutes les victimes innocentes. L'APDH estime que cette attaque est injustifiée, au regard du processus de réconciliation nationale dans lequel toutes les parties en présence se sont engagées.

**Arrêtez donc les attaques et tueries inutiles, qui n'ont pour autre but que de terroriser les populations déjà trop éprouvées !**

Fait à Abidjan, le 25 juillet 2005  
**Pour l'APDH, le Secrétaire Général  
et Porte-Parole**

**Dr BOGA Sako Gervais**